CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 62.920/2
du 26 février 2018

sur

un projet d'arrêté royal 'déterminant la liste des données et informations qui peuvent être consultées dans le cadre de l'exécution d'une vérification de sécurité'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 62.920/2
van 26 februari 2018

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de lijst van de gegevens en informatie die geraadpleegd kunnen worden in het kader van de uitvoering van een veiligheidsverificatie'

‡LW-BDDSOBJCD-GCJCAMR‡

Le 31 janvier 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'déterminant la liste des données et informations qui peuvent être consultées dans le cadre de l'exécution d'une vérification de sécurité'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 26 février 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Baptiste LEVAUX, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 26 février 2018.

*

Op 31 januari 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eersteminister en Minister van Buitenlandse en Europese Zaken, belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de lijst van de gegevens en informatie die geraadpleegd kunnen worden in het kader van de uitvoering van een veiligheidsverificatie'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 26 februari 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Baptiste LEVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 26 februari 2018.

*

‡LW-BDDSOBJCD-GCJCAMR‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Il ressort de l'article 22*sexies*, § 1er, alinéa 2, de la loi du 11 décembre 1998 'relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité', qui constitue le fondement juridique de l'arrêté en projet, que celui-ci doit être adopté « après avis de la Commission pour la protection de la vie privée ».

Il ressort de la notification du Conseil des ministres du 26 janvier 2018 que « [l]e projet peut être envoyé […] pour avis à [cette] Commission » et cet avis est visé à l'alinéa 5 du préambule. Il ne figure toutefois pas dans le dossier transmis au Conseil d'État.

Interrogée quant à la demande d'avis à la Commission pour la protection de la vie privée, la déléguée a transmis le courrier de demande daté du 6 février 2018.

Dès lors, l'auteur du projet veillera à ne pas adopter l'arrêté en projet avant l'accomplissement de cette formalité préalable obligatoire, conformément au prescrit de l'article 22*sexies*, § 1er, alinéa 2, précité, et à l'article 29 de la loi du 8 décembre 1992 'relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel'.

Si, à la suite de cet avis, le projet devait être modifié sur des points indépendants des observations formulées dans le présent avis, il devra être à nouveau soumis à la consultation de la section de législation.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 3, il sera fait mention de l'avis de l'Inspecteur des Finances près la Police fédérale, du 13 décembre 2017.

2. Il ressort de la note au Conseil des ministres que le projet « est exempté de l'analyse d'impact conformément à l'article 8, § 2, 1°, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative ».

‡LW-BDDSOBJCD-GCJCAMR‡

Cette disposition est formulée comme suit :

« Sont exceptés d'analyse d'impact, les avant-projets de réglementation :

1° qui touchent à la sécurité nationale et l'ordre public ».

Le préambule sera donc complété afin de mentionner cette exception conformément à l'article 10 de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 'portant exécution du titre 2, chapitre 2 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative'.

DISPOSITIF

Article 2

1. À l'article 2, 1°, il sera précisé que l'article 44/2, « § 1er », alinéa 2, 1°, est celui de la loi « du 5 août 1992 » 'sur la fonction de police'.

2. À l'article 2, 1°, il est prévu une exception pour les données personnelles relatives aux infractions « telles que » visées à l'article 2 de la loi du 24 juin 2013.

Interrogée quant aux autres infractions qui entrent dans cette exception, dès lors que les mots « telles que » induisent un caractère non exhaustif, la déléguée a répondu comme suit :

« Il s'agit d'une traduction incorrecte. 'Telles que' devrait être supprimé. Le 'visées' par analogie avec le 'bedoeld' en néerlandais suffit ».

Le projet sera modifié en ce sens.

3. L'article 2, 2°, prévoit la consultation de « la banque de données policière opérationnelle particulière ».

Interrogée à cet égard, la déléguée du Ministre a confirmé qu'il s'agit d'une banque de données constituée en application de l'article 44/11/3 de la loi 'sur la fonction de police', comme l'indique le commentaire des articles.

Cette précision sera apportée dans le texte du projet.

Article 3

1. L'article 3, 2°, du projet vise le « cadastre Limosa » visé à l'article 163 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006. Or, l'alinéa 1er de cette disposition vise « une base de données relative aux travailleurs salariés et indépendants, dans laquelle sont reprises, conformément aux règles déterminées par le Roi, des données en provenance d'autres instances ».

‡LW-BDDSOBJCD-GCJCAMR‡

Interrogée à cet égard, la déléguée du Ministre a confirmé que c'est cette banque de données qui est visée. Dans ces circonstances, la disposition en projet visera expressément l'intitulé exact de cette banque, le cas échéant en précisant ensuite qu'il s'agit du « cadastre Limosa ».

2. L'article 163, alinéa 3, de la loi programme susmentionnée prévoit ce qui suit :

> « Moyennant une autorisation du comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé visé à l'article 37 de la loi précitée du 15 janvier 1990, les données de la base de données visée au premier alinéa peuvent être mises à la disposition d'autres instances, via la Banque-carrefour de la sécurité sociale, pour l'accomplissement des tâches qui sont confiées à celles-ci par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance ».

Interrogée quant à l'articulation du projet avec cette exigence, la déléguée du Ministre a répondu ce qui suit :

> « La consultation/communication de ces données est en effet subordonnée à une autorisation préalable du comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé institué auprès de la Commission de Protection de la Vie Privée. À ce jour une telle autorisation est encore nécessaire. Elle doit être demandée et il faut y faire référence dans le préambule ».

L'auteur du projet veillera à obtenir l'autorisation en question, à défaut de laquelle l'article 3, 2°, ne pourrait entrer en vigueur.

*

‡LW-BDDSOBJCD-GCJCAMR‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Uit artikel 22*sexies*, § 1, tweede lid, van de wet van 11 december 1998 'betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen', dat de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormt, blijkt dat dit besluit vastgesteld dient te worden "na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer".

Uit de notificatie van de Ministerraad van 26 januari 2018 blijkt dat het ontwerp om advies aan die Commissie voorgelegd mag worden, terwijl naar dat advies verwezen wordt in het vijfde lid van de aanhef. Dat advies maakt evenwel geen deel uit van het dossier dat aan de Raad van State overgezonden is.

Naar aanleiding van een vraag over de aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer gerichte adviesaanvraag, heeft de gemachtigde de brief van 6 februari 2018 overgezonden waarmee om dat advies verzocht is.

De steller van het ontwerp dient er dan ook op toe te zien dat het ontworpen besluit niet vastgesteld wordt voordat voldaan is aan dat verplichte voorafgaande vormvereiste, overeenkomstig de bepalingen van het voormelde artikel 22*sexies*, § 1, tweede lid, en van artikel 29 van de wet van 8 december 1992 'tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens'.

Indien het ontwerp ten gevolge van dat advies nog gewijzigd zou worden op punten die losstaan van de opmerkingen die in dit advies gemaakt worden, dient het nogmaals om advies aan de afdeling Wetgeving voorgelegd te worden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het derde lid moet melding gemaakt worden van het advies van de inspecteur van Financiën die geaccrediteerd is bij de Federale Politie, van 13 december 2017.

2. Uit de nota aan de Ministerraad blijkt dat het ontwerp uitgezonderd is van de impactanalyse, overeenkomstig artikel 8, § 2, 1°, van de wet van 15 december 2013 'houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging'.

‡LW-BDDSOBJCD-GCJCAMR‡

Die bepaling luidt als volgt:

"Worden uitgezonderd van de impactanalyse de voorontwerpen van regelgeving:

1° die de nationale veiligheid en de openbare orde aanbelangen".

De aanhef moet dan ook aldus aangevuld worden dat daarin melding gemaakt wordt van deze uitzondering, overeenkomstig artikel 10 van het koninklijk besluit van 21 december 2013 'houdende uitvoering van titel 2, hoofdstuk 2 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging'.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. In artikel 2, 1°, moet verduidelijkt worden dat artikel 44/2, "§ 1", tweede lid, 1°, een bepaling is van de wet "van 5 augustus 1992" 'op het politieambt'.

2. Artikel 2, 1°, voorziet in een uitzondering voor de persoonsgegevens die betrekking hebben op inbreuken "als bedoeld" in artikel 2 van de wet van 24 juni 2013.

Op de vraag welke andere inbreuken onder die uitzondering vallen, gegeven het feit dat de woorden "als bedoeld" een niet-exhaustieve opsomming impliceren, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "Il s'agit d'une traduction incorrecte. 'Telles que' devrait être supprimé. Le 'visées' par analogie avec le 'bedoeld' en néerlandais suffit".

In het ontwerp dienen de woorden "als bedoeld" dan ook vervangen te worden door het woord "bedoeld".

3. In artikel 2, 2°, is sprake van de raadpleging van de "bijzondere operationele politionele gegevensbank".

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister bevestigd dat het om een gegevensbank gaat die opgericht is met toepassing van artikel 44/11/3 van de wet 'op het politieambt', zoals in de artikelsgewijze commentaar te kennen gegeven wordt.

Die verduidelijking moet in de tekst van het ontwerp opgenomen worden.

Artikel 3

1. In artikel 3, 2°, van het ontwerp wordt verwezen naar het "kadaster Limosa", bedoeld in artikel 163 van de programmawet (I) van 27 december 2006. In het eerste lid van die bepaling is evenwel sprake van "een gegevensbank van gedetacheerde werknemers en

‡LW-BDDSOBJCD-GCJCAMR‡

zelfstandigen (…) waarin, volgens de nadere regels bepaald door de Koning, gegevens worden opgenomen afkomstig van andere instanties".

Naar aanleiding van een vraag daaromtrent heeft de gemachtigde van de minister bevestigd dat die gegevensbank bedoeld wordt. In die omstandigheden moet in de ontworpen bepaling uitdrukkelijk melding gemaakt worden van de exacte benaming van die gegevensbank, in voorkomend geval gevolgd door de precisering dat het om het "kadaster Limosa" gaat.

2. Artikel 163, derde lid, van de voormelde programmawet luidt als volgt:

> "De gegevens uit de gegevensbank bedoeld in het eerste lid kunnen, mits machtiging van het sectoraal comité van de sociale zekerheid en van de gezondheid bedoeld in artikel 37 van voornoemde wet van 15 januari 1990, via de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, ter beschikking worden gesteld van andere instanties, voor het vervullen van de taken die door of krachtens een wet, een decreet of een ordonnantie aan hen zijn toevertrouwd."

Op de vraag hoe het ontwerp zich tot dat vereiste verhoudt, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

> "La consultation/communication de ces données est en effet subordonnée à une autorisation préalable du comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé institué auprès de la Commission de Protection de la Vie Privée. À ce jour une telle autorisation est encore nécessaire. Elle doit être demandée et il faut y faire référence dans le préambule".

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat de machtiging in kwestie verkregen wordt, aangezien artikel 3, 2°, anders niet in werking zou kunnen treden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER Pierre VANDERNOOT

‡LW-BDDSOBJCD-GCJCAMR‡